

LA CHRONIQUE POLITIQUE

Le Sud-Kivu, décidé à suppléer les insuffisances du pouvoir central en matière de paiement des salaires des fonctionnaires et militaires, est passé à l'action. Son gouverneur, le pasteur Kyembwa a signé en date du 26 février 1993 un arrêté portant perception des taxes de l'Ofida, des Contributions et autres services générateurs des recettes par la région. Un texte réglementaire confirmé par une récente ordonnance présidentielle exigeant le paiement en espèces de toutes les redevances au trésor public. Le gouverneur Kyembwa a fait l'économie de son arrêté le 26 mars dernier devant un parterre d'hommes d'affaires convoqués en la salle "CEPGL" par l'ANEZA. M. Mutiri, vice-président de l'ANEZA/Sud-Kivu, a remercié la compréhension du gouverneur et la disponibilité des commerçants. Qui, en cette période de crise, ont du mal à se tirer d'affaire. L'objectif de l'arrêté est de rassembler le maximum d'argent pour assurer la paie des fonctionnaires en petites coupures. Reste maintenant à examiner comment collecter mensuellement 1.000 milliards de zaïres en bonnes coupures, laquelle somme est à verser à la Banque du Zaïre sans nécessairement passer par les guichets de l'Ofida ni des services des Contributions.

M. Bigabwa - directeur à l'Office des routes à Kinshasa, PDG de l'Arome et envoyé spécial du Premier ministre issu du conclave M. Birindwa - s'est entretenu le 26 mars 1993 au siège du CRONGD avec quelques figures de proue de la Société civile du Sud-Kivu. M. Bigabwa a tenté de fournir des explications sur les raisons majeures qui ont poussé M. Birindwa à s'impliquer dans la logique du conclave mobutiste. On le sait, la Société civile du Sud-Kivu avait publiquement désavoué l'ancien leader de l'UDPS pour avoir accepté de composer avec le président Mobutu. L'envoyé spécial de M. Birindwa n'a pas pu convaincre ses interlocuteurs et chaque partie a campé sur sa position. Cette réunion confirme l'assertion par ailleurs soutenue par Jua que le Sud-Kivu est divisé sur le cas de Birindwa.

Le PDSC/Sud-Kivu a, le 10 avril dernier dans l'ex-Maison du Parti à Nyawera, organisé une conférence-débat "en vue de donner la véritable information à la population pour la préserver contre la campagne d'intoxication en cours dans le pays". Les membres du HCR M. Amuli Kabarhuza (vice-ministre de l'Agriculture dans le gouvernement issu de la CNS), M. Muzalia wa-Kyebwa (vice-président fédéral de l'UDPS/Sud-Kivu) et le Dr Balemire ainsi que le secrétaire national du PDSC, M. Léonard Mukuku w'Etonda y ont soutenu que l'actuelle crise zaïroise était due au refus du président Mobutu et sa famille politique de s'impliquer dans le schéma de la CNS. Cette crise ne pouvait donc pas être ramenée à un conflit individuel entre Mobutu et Tshisekedi mais plutôt à une rupture entre un ordre ancien et un ordre nouveau, à un combat du peuple contre la dictature. Qui, agonisante mais toujours plus rusée, use de divers subterfuges. Entre autres ce gouvernement issu du Conclave politique de Kinshasa qui n'est qu'un instrument de Mobutu ou l'attisement du prétendu conflit entre Shabiens et Kasaiens pour des fins politiciennes, etc. Les orateurs ont aussi invité leur auditoire à la vigilance pour éviter la "katangalisation" d'autres régions du pays, principalement le Sud-Kivu.

Selon son secrétaire provincial, M. Joseph Lunanga Busanya, la position de l'UFERI/Sud-Kivu se résume en ces deux points:

1. Le président national, M. Jean de Dieu Nguz a Karl-i-Bond demeure. Toutefois, il n'a plus toute la confiance de l'UFERI/Sud-Kivu avec laquelle il ne sait plus parler le même langage, celui du changement poursuivi par l'UFERI et pour lequel le Sud-Kivu continue à se battre. En clair, l'UFERI/Sud-Kivu s'insurge contre l'affiliation unilatérale par Nguz de l'UFERI à l'Alliance pour des élections libres (ADELI) et donc à la Mouance présidentielle, faussant ainsi son postulat de base, à savoir le changement des institutions.

2. L'UFERI/Sud-Kivu n'a cependant pas les prérogatives de destituer le président national Nguz en dehors du cadre défini par les statuts de l'UFERI. Dont les articles 25 et 27 du chapitre III stipulent que lorsque le président national perd son crédit vis-à-vis des membres effectifs, son sort ne peut être réglé que par la convention nationale, organe suprême du parti. Il est dès lors abusif de vouloir faire croire aux gens que l'UFERI puisse se doter de plusieurs présidents nationaux ou encore que son président national initial ne l'est plus du moment que la convention nationale n'a pas encore statué sur ce cas précis parce qu'elle ne s'est jamais tenue. D'où l'orthodoxie et la fidélité de l'UFERI/Sud-Kivu aux textes officiels.

Les hommes de Mobutu, Tshisekedi et Birindwa

(Suite de la page 2)

ce terminator des bandes dessinées paraissant à la première page de journaux zaïrois. Ceux qui ont vu Nkema et Nimy à l'œuvre le préfèrent à ces deux. Côté travail, Ngbanda écrase Nimy. Il est ex aequo avec Nkema. Si Nkema aime à conclure ses analyses - cela agit en lui comme une passion -, Ngbanda hésite à exécuter. La réserve du professionnel confirmé ? Ou obéit-il aux règles du grand art ? Ou s'agit-il du respect qu'il voue au Chef de l'Etat qu'il considère moins comme le patron que comme le grand-frère ?

Serpent de légende

Vunduawe-Ngbanda : deux hommes qui parlent une même langue. Mais surtout deux hommes qui sont collés l'un à l'autre. Là où Vunduawe apparaît, il faut aller chercher l'ombre de Ngbanda. Pour aller voir le Chef de l'Etat, ils ne prennent pas deux voitures mais une voiture. Ils se concertent d'ailleurs seuls en tête-à-tête ou hors des oreilles qui ont une bouche. Nkema n'avait jamais aimé Mokonda et celui-ci le lui rendait bien. Likulia et Ngbanda vivaient comme chat et chien. Mais voilà que pour la première fois, il y a harmonie et harmonie totale entre les deux principaux collaborateurs du Chef de l'Etat. On attendait que cela produise des effets d'une lubrification.

Nkema a raté le lancement de sa démocratisation, des proches du Président regrettent que "Monsieur Perestroïka" n'ait pas amené le Chef de l'Etat directement aux urnes comme cela a pu être possible en Côte-d'Ivoire, ce qui aurait permis au Président de toucher des dividendes en disqualifiant d'entrée de jeu la quasi-totalité de l'ex-Comité Central. La longue attente leur a permis de trouver un confortable refuge dans l'opposition. Le couple Likulia-Nimy a fait perdre à Mobutu la Conférence nationale. Likulia et Nimy, tous deux hommes de droit, avaient oublié le fait qu'une Conférence nationale invalidant les proches de Mobutu tels Nyamwisi, Vunduawe, Kithima, Kitembe Yezu et toute la Société civile favorable à Mobutu, invalidait d'office Mobutu. Aujourd'hui, Mobutu en est réduit à tenter de reprendre l'initiative par tous les moyens : Majorité présidentielle, Forces démocratiques unies, Mouance présidentielle, Alliance pour des élections libres, Compromis politique global, Conclave politique de Kinshasa, etc. Ce sont là diverses façons pour lui de tenter de regagner le terrain perdu. Chacune de ces appellations correspond à un échec dans la tentative présidentielle de reprendre l'initiative.

La clôture de la Conférence nationale avait été prévue le 30 novembre. Monsengwo avait promis cela au Président de la République. Futé, le prélat catholique sollicite une nouvelle date. Il s'est aperçu qu'il risquait de prendre congé du Palais du peuple sans avoir mis sur pied ce qui comptait le plus pour lui : le Haut Conseil de la République, le fameux organe de suivi des décisions de la Conférence qui se transformera en parlement de transition. De vieux singes de la scène suggèrent à Mobutu d'en tirer profit en congédiant les conférenciers sans attendre. Mobutu hésite puis accède à la demande de Monsengwo. Mais quand il se ravise, il décide de faire arrêter

le spectacle en arrêtant la télévision. Qu'importe : les 2.800 conférenciers ont réussi à mettre sur pied le Haut Conseil de la République. Mobutu est mis devant le fait accompli. De nouveau, il tente de regagner le terrain. Il annonce qu'il va ignorer "ces gens-là" mais le Haut Conseil se réunit en dépit de tout. Des soldats font un baroud d'honneur mais l'étranger qui veille au grain, gronde et ordonne. Mobutu doit baisser la garde. Qui donc a conseillé Mobutu d'accéder à la demande de Monsengwo. Quand la révocation de Tshisekedi arrive, nombre de politiciens demandent une révocation en règle mais les conseillers préfèrent une révocation - nomination.

Voilà trois mois que cela dure et que le pays est sans gouvernement. Ou il ne fallait pas révoquer Tshisekedi. Ou, le révoquant, il ne fallait pas le renommer. Mais le comble de tout, c'est la demande adressée au HCR de choisir un autre homme que Tshisekedi. C'est l'image du revolver donné à une parturiente afin qu'elle élimine le bébé qu'elle porte dans ses entrailles (lire à ce propos l'article "le buffle et le serpent", in Le Soft n° 127 daté mardi 2 mars 1993). Le HCR et Tshisekedi tirent leur légitimité d'un seul et même texte. Tuer Tshisekedi c'est tuer le HCR. Sauf coup de théâtre, Tshisekedi ne sera pas disqualifié par le HCR.

On pensait donc que le Conclave pouvait effacer toutes ces erreurs accumulées. Or, le Conclave se révèle comme une nouvelle erreur. Dans son organisation et son fonctionnement mais aussi dans les décisions qu'il va prendre, on sent hélas que l'affaire n'est pas menée rondement. Hormis l'unanimité de façade, le Conclave se révèle plus assassin pour nombre de politiciens. Kanza à qui l'on colle l'étiquette de pantin ne veut plus désormais rien en savoir. Le professeur de Harvard, l'agent du sudaf Lonhro aurait reçu ordre de quitter l'arène. Birindwa n'aurait donc pas été, à vrai dire, l'homme du consensus que l'on claironne. Birindwa porte-t-il plus de valeurs que Kanza ? Honnête, il l'est assurément. Mais tout s'arrêterait là. L'homme n'est, au propre comme au figuré, qu'un poids mouche et ne peut affronter sans accident regrettable un super lourd comme Tshisekedi. Avant Birindwa, on a assisté à d'autres pugilats : Tshisekedi face à Lengelo, ou face à Kamitatu, à Nguz ou à Mungul. On a vu ces duels. Tous ces adversaires ont d'une manière ou d'une autre mordu la poussière. Les conseillers ne veulent pourtant pas en démordre dans l'œuvre de fragilisation de l'adversaire. Ils oublient que leur adversaire est comme ce serpent de légende qui fait pousser plusieurs têtes dès qu'on lui en coupe une et qu'il n'est donc pas prudent d'aller lui couper la tête. Coquille ou mythe, l'Union sacrée est un phénomène. Ce qu'il faut, c'est sophistication des recherches en vue de faire disparaître les causes qui ont favorisé l'apparition de l'animal.

Paysans anglais

On l'a vu : Tshisekedi a sorti son grand jeu dès qu'il a appris que Birindwa a traversé la rue. Monsengwo a vite rejoint Tshisekedi et a apporté avec lui toute la classe politique de l'opposition. Une classe politique qui ne cesse de surprendre. A tout prendre, elle se comporte comme ces paysans anglais ne sachant ni lire ni

écrire lorsque fut introduit le suffrage universel : ils allaient au vote, le curé en tête. La couleur du bulletin de vote du curé était la leur. Comment comprendre en effet qu'avant de se déterminer, tous ces hommes épient les faits et gestes du prélat ? Pourquoi méprisent-ils tant en privé Etienne Tshisekedi alors que personne n'ose l'affronter en public ? Lorsqu'on les questionne, ils invoquent la nécessité de gérer l'opinion. Gérer l'opinion veut dire quoi donc à l'heure où le pays ne fait que s'enfoncer dans un trou désormais noir ? De même, jusqu'à quand Monsengwo va-t-il porter la charge d'une classe politique incapable de se battre seule et à découvert ? Jusqu'à quand Monsengwo va chercher à déshabiller Mobutu pour le compte des tiers en prenant le risque d'être le premier à être déshabillé sur la place publique ?

Mobutu serait infiniment bien inspiré, s'il refusait de nommer Birindwa et s'il se résolvait à poursuivre sa réflexion. Le vin est pourtant tiré et il faut le boire. Si Mobutu ne nomme pas Birindwa, il met en doute sa crédibilité. Avoir mobilisé tant de proches et même tant d'opinions flottantes et ne pas entériner leurs avis alors qu'on s'est engagé à les prendre en compte ? Hélas, Mobutu ne peut se détourner du Conclave. Cela montrerait que le pouvoir a changé de camp et qu'il se trouve ailleurs que chez Mobutu. Tout le monde aurait alors la certitude que Mobutu a perdu le pouvoir et que c'est Tshisekedi qui le détient dorénavant.

Tshisekedi a pourtant montré plus d'une fois que sa mission est accomplie. Son objectif n'avait jamais été le pouvoir. Son objectif était dès le départ de provoquer une crise de légitimité telle que Mobutu soit neutralisé. Tshisekedi vise la plus haute charge et mise sur le temps qu'il croit qu'il joue pour lui. D'ici les grandes échéances, il tisse sa toile : la présidence de la République, si elle compte demain, Tshisekedi entend la prendre. Mais Tshisekedi sait que la bataille n'est pas gagnée d'avance. Dans ce Zaïre ancré dans la tribu, un bravo est vite devenu un haro.

Mobutu, sur avis de ses conseillers, cherche à voir triompher l'option du partage du pouvoir avec l'opposition. A chaque fois pourtant, l'opposition lui envoie l'écho de sa voix : l'opposition c'est Tshisekedi. Jusqu'à quand Mobutu évitera-t-il cet homme ? Et comment cela se fera-t-il ? Birindwa qui s'apprêtait à prendre la Primature ne passera certainement pas le cap d'un mois. Il sera balayé comme Mungul l'a été en octobre 1991 sauf que Mungul a pu contenir la colère de la ville kinoise, ce dont Birindwa, dépourvu de charisme, n'est pas capable.

Birindwa : sa chance de réussir est mineure mais sa chance reste une chance. A condition qu'il sache chausser une grosse pointure capable de compenser ce qui lui fait le plus dramatiquement défaut. Si Birindwa instaure la paix intérieure, l'étranger qui est réaliste lui en donnera quitus. Et pour ce faire, à la tête par exemple de Kinshasa, il lui faudrait un homme qui puisse s'appeler Mungul. Candidat malheureux à la Primature, Mungul saura-t-il travailler avec Birindwa ? Là se joue le destin de cet homme aux cheveux blancs venu du lointain Est.

Tiré de "Le Soft de Finance"
du 29 mars 1993